

## *Citoyen togolais? Une responsabilité démocratique!*

Pierre S. Adjété  
Québec, Canada

La dégringolade en accéléré se poursuit pour la démocratie au Togo : c'est la passion de l'enfer. Épris des distractions du pouvoir, Faure Gnassingbé s'y est abandonné en oubliant ses devoirs impérieux autant que ses engagements initiaux. Ainsi, la situation politique togolaise, préalable même à tout projet de développement efficient, est loin d'être débarrassée de son nœud gordien. En s'accaparant de nouveau du même pouvoir, rien que par la force et la précipitation ainsi que du choix des populations d'expérimenter une alternance pacifique, le régime Faure-Gnassingbé-Eyadema, cinquantenaire, se retrouve devant l'impasse du défaut de légitimité et l'absence du véritable interlocuteur, crédible et populaire dans le pays. Une telle situation accroît la responsabilité des citoyens démocrates d'éduquer leurs actions pour une efficacité suffisante productrice de meilleurs résultats. Le désir paresseux et chancelant de Faure Gnassingbé ne peut constituer la norme démocratique des citoyens du Togo.

Certes, le pouvoir politique togolais n'a de choix que de rebrousser chemin, revenir sur ses pas, revenir en arrière et emprunter le chemin de la démocratie universelle, la voie de la raison qui consiste à parfaire le décompte des suffrages exprimés sans équivoque par les citoyens lors de la dernière élection présidentielle. Et c'est bien ce que ce pouvoir ne fera jamais, puisque cette ouverture correspond à ce que demande l'opposition qui, du coup, ne désire plus subir aucun diktat du pouvoir présidentiel togolais. Manifestement, il n'y a de projet pour le camp présidentiel togolais que de se perpétuer maladroitement; se perpétuer par menteries et leurres politiques à destination des quelques courtisans et opposants d'appoint, qui jouent les Cassandre et encensent par démagogie les résultats falsifiés d'une telle insalubrité électorale qui n'est que propre aux adeptes des bonheurs éphémères.

Par ailleurs, l'après-élection présidentielle du 25 avril 2015, le futur proche, non seulement est annoncée de nonchalance, sans envergure ni ambition ou capacité, mais ce futur est déjà antérieur et fidèle au passé: répression garantie aux populations qui osent revendiquer le respect de leur choix électoral, hésitation devant le devoir de réconciliation au nom duquel toutes les fourberies avaient été commises depuis février 2005, étourdissement devant l'ampleur de la tâche du développement, etc. Et une élite politico-militaire de continuer à dire aux citoyens togolais : « *Vous ne voulez pas de Faure Gnassingbé, fils de Gnassingbé Eyadema notre défunt chef? Eh bien, en voilà encore et encore du Faure Gnassingbé aussi longtemps que nous le voudrions à votre place* ».

### **L'élite togolaise doit redonner les preuves de son respect des règles démocratiques**

Aujourd'hui, le défi est dans la force de conviction et de revendication de la démocratie à servir obstinément à cette élite politique aux ordres de ses propres intérêts; une élite connaissant parfaitement le caractère insoutenable et peu durable de son engagement aux côtés du pouvoir présidentiel togolais. Perplexes, beaucoup trop de démocrates n'ont même plus les courages nécessaires pour regarder dans la bonne direction : ils tournent leurs baïonnettes contre les autres combattants de la liberté au Togo. Ce n'est là qu'un aspect de la complexité de la situation politique togolaise : la désresponsabilisation impertinente et cynique de l'élite politique et militaire au Togo. C'est davantage le silence, la complaisance analytique menant à des solutions alambiquées et surtout l'inaction des bien-pensants et des peu agissants qui figent le Togo dans sa honteuse posture, unique en Afrique et à travers le monde.

Il est devenu incontournable que la question togolaise réside moins dans l'éducation démocratique de la seule population, sous le prétexte doucereux de son illettrisme, que dans l'engagement des lettrés togolais envers la démocratie et le patriotisme fondateur d'une République nouvelle. En effet, l'on n'interroge pas le vote des citoyens en démocratie, comme le font ceux qui pensent et distillent l'idée inachevée et insidieuse que l'alternance échoue au Togo parce que les populations seraient analphabètes majoritairement, irréfléchies conséquemment, impropres démocratiquement comme le prétendait le régime de l'apartheid vis-à-vis du désir de la majorité de son peuple qui n'avait pas besoin de diplômes universitaires pour revendiquer sa dignité. Partout, les peuples ont la prérogative exclusive de choisir leurs dirigeants librement, quelles que soient leurs motivations ou impressions, des plus farfelues aux plus fantaisistes. Et c'en est ainsi en démocratie, que ce soit sous la plus vieille tradition démocratique

britannique ou dans celle en construction au Burkina Faso voisin. Nulle part, des tests de compréhension des programmes électoraux ne sont effectués pour rendre les choix citoyens dans les urnes plus appropriés, plus méritoires et dignes avant d'être respectés.

Les peuples ont toujours su choisir et assumer les dirigeants convenablement désignés, autant dans l'opposition que dans les partis au pouvoir, particulièrement lorsque les règles de jeu sont saines et que la possibilité de changer les dirigeants existe bel et bien. Ainsi, l'on est tenu de respecter le choix des citoyens et ne jamais questionner cette volonté suprême. La voix du peuple, c'est la voix de Dieu. Un point, un trait ! C'est bien ce que ne respectent guère ces lettrés et autres assimilés qui gouvernent le Togo par confiscation outrancière et prétention démesurée. C'est bien le respect du choix libre des citoyens ainsi que la sacralisation et l'inviolabilité du vote de ces citoyens qui font problème au Togo. C'est aussi en cela que le problème du Togo n'est réellement pas son opposition, mais le pouvoir présidentiel togolais réfractaire et peureux devant l'alternance démocratique et le refus d'organiser des élections crédibles.

### **La vérité des urnes reste la solution au Togo, bien avant les alliances politiques**

En nommant les problèmes, courageusement et simplement, l'on est à même de mieux affronter leur complexité et en arriver aux solutions appropriées au cas togolais. Une seule « vérité des urnes » au Togo éclaircirait le paysage politique mieux que toutes les négociations préélectorales et postélectorales, quoique ces dernières soient aussi indispensables pour garantir et encadrer la renaissance d'une République nouvelle apaisée et équitable sur la « *Terre de nos Aïeux* » : l'engagement sans réserve ni roublardise dans la Vérité, la Justice, la Réconciliation et le Grand Pardon. Le modèle sud-africain quoique imparfait fait référence aujourd'hui à cause de tout cela, la non-complaisance ainsi que le courage politique en plus. Véritablement, le Togo peut être mieux gouverné avec beaucoup plus de clairvoyance et d'audace politique et ainsi, cheminer vers la réconciliation et le développement.

C'est donc cette absence récurrente du métier politique chez les gouvernants togolais, obnubilés par le monopole et l'usage de la force brute, qui toujours retarde le Togo et renforce le devoir de démocratie qui incombe à chaque citoyen. La responsabilité citoyenne au Togo réside alors dans des choix stratégiques d'une unité d'action plutôt que dans la multiplicité des initiatives désarticulées et peu convergentes qui, trop souvent, sont conduites dans la détestation irraisonnée et inavouée d'un leadership autre que celui qui correspond à soi-même ou à ses propres faveurs. Autant dans la diaspora togolaise qu'au Togo, le devoir d'une action convergente et respectueuse des préférences des citoyens, et particulièrement de l'électorat non vicié, s'impose plus que jamais.

Mais la question se pose encore et toujours, et elle est simple : « sur le chemin de la démocratie, dans le combat pour l'alternance, faudra-t-il continuer à perdre du temps précieux en voulant s'associer à des personnes qui prétexteront tout, pour quitter les rangs à l'approche du but final ? » Poser la question, c'est y répondre malheureusement et courageusement par... Non. Rien n'impose une seule opposition au Togo et aux citoyens togolais. Le train de la démocratie doit véritablement quitter la gare où il végète depuis tant d'années en attente d'une hypothétique unité générale, trop souvent inatteignable à cause des tiraillements entre partis et personnalités, davantage pour des chicanes de chapelles et de chemins de contournement des pièges de la démocratie togolaise.

Les difficultés du moment ne peuvent raisonnablement pas affaiblir le chemin parcouru avec détermination et en face d'un adversaire intransigeant, réfractaire au changement et en tout point inélégant, sans jamais savoir comment renverser la courbe de confiance en sa faveur après deux mandats usurpés. Il est vrai que l'intrusion directe, heureuse quoique inattendue, des chefs d'État de la sous-région de l'Afrique de l'ouest, les présidents du Ghana et de la Côte d'Ivoire notamment, a quelque peu dépossédé le peuple togolais de ses moyens de revendication de sa victoire aux dernières présidentielles, atténuant de beaucoup la force contestataire des populations spoliées de leur soif de l'alternance. Mais le combat pour la démocratie demeure une lutte aux prises multiples reprise à chaque round tout aussi différent. La liberté ne fatigue pas les peuples. Le combat pour l'alternance politique au Togo devient une responsabilité citoyenne permanente. Et cette lutte pour la dignité du peuple togolais continue!